

Tribunes de la santé

SciencesPo

CYCLE 2021 : SCIENCE, AVENIR, ENVIRONNEMENT ET DÉCISION PUBLIQUE

EXPERTISE, SCIENCE ET SOINS

PAR ÉLÉONORE VARINI

► **Christian Saout, président de la commission sociale et médicosociale de la Haute Autorité de Santé, est intervenu sur le thème « Expertise, science et soins ». Face à lui, Patrick Hassenteufel, professeur de science politique et membre du comité exécutif de la Chaire santé, était le discutant.**

Les expertises « sont des procédures, le plus souvent collégiales, où se réunissent des experts pour documenter ou recommander une attitude dans le cadre d'une méthodologie préalablement énoncée ». En France, l'expertise, pratique ancienne dans le domaine scientifique en santé, a la particularité d'être fractionnée entre de nombreuses institutions : Santé publique France, la Haute Autorité de santé (HAS), l'Agence de sécurité du médicament et des produits de santé, le Comité consultatif national d'éthique, le Haut Conseil de la santé publique... réunies au sein du Comité d'animation du système d'agences (CASA). Christian Saout estime que, même si l'on « sait produire des expertises de très haut niveau en France », il existe « un brouillard entre expertise scientifique et expertise prédécisionnelle qui a vocation à générer une décision publique ». Il concède également que la haute qualité des expertises fait qu'elles ne sont pas souvent « accessibles » en dehors d'un cercle d'initiés. Autre limite : les attentes des usagers-patients ne sont pas suffisamment prises en compte.

COVID-19

L'ex-président du Collectif interassociatif sur la santé pointe que si « les défis des experts en temps de paix sont déjà importants, ils s'accroissent en temps de crise ». Les expertises ont tendance à se chevaucher, et la coordination est timide. Avec la crise sanitaire, l'urgence a posé des difficultés à des experts ayant l'habitude de rendre des travaux dans un délai d'un an en moyenne. « Sans parler de l'évolutivité des connaissances, de l'échelle massive de l'épidémie et de ses conséquences systémiques. » Une solution a été adoptée par la HAS : la mise en place de « Réponses rapides » – des fiches avec mise à jour en fonction des données existantes. L'État a installé des « expertises spéciales », comme le comité scientifique placé auprès du Premier ministre, le CARE, ou encore le comité stratégique d'organisation de la vaccination. Les « expertises courantes » ont été déstabilisées par la création de ces instances. Christian Saout l'a

vécu de l'intérieur à la HAS, et admet que « cela a provoqué un mouvement de sidération : on s'est senti disqualifié ! ». La crise sanitaire a donc mis en avant une « concurrence » des expertises. Pour Patrick Hassenteufel, ce n'est pas surprenant : « Dans les coulisses de l'expertise il y a forcément des luttes de savoirs, des luttes disciplinaires et de hiérarchie... »

LA RÉCEPTION DE L'EXPERTISE DANS LA SOCIÉTÉ

L'expertise de crise a du mal à intégrer les réalités et les contraintes de terrain des professionnels de santé. Les désarrois, les deuils, les sentiments, la vie des gens tout simplement... n'entrent pas assez en ligne de compte dans les expertises et les décisions qui s'en suivent. D'ailleurs, il y a eu une absence totale de « démocratie sanitaire » et d'« inputs » des citoyens. « C'est dommage... », commente Christian Saout, le numérique et les outils dont nous disposons auraient pourtant permis d'organiser un forum citoyen. » Il poursuit : « On attend de l'opinion des comportements exemplaires à l'occasion d'une crise, mais c'est difficile quand on est dans la peur et l'incompréhension... Reste que l'on n'a pas vu venir des oppositions telles que celles liées à la vaccination. Mais il est vrai que nous Français sommes souvent dans une culture de l'affrontement ! »

L'expertise a souffert d'un autre phénomène : des personnes non expertes se sont très largement exprimées dans les médias, et la communication a pris le pas sur les connaissances raisonnées. À la télévision, aucun « expert » ne fait part de ses liens d'intérêts – « Ce ne serait pourtant pas bien compliqué à mettre en place », pointe Christian Saout. En outre, il n'y a pas eu de régulation des fake news et des discussions sur les forums, si bien que « les biais de confirmation propres à chacun se sont insérés dans cette offre variée d'information ».

LES ENSEIGNEMENTS DE L'ÉPIDÉMIE

Patrick Hassenteufel se demande si la crise laissera un impact positif pour l'expertise. Par exemple, permettra-t-elle de mieux travailler avec le reste du monde ? « Nous avons des pratiques d'échanges internationaux auparavant, mais les partenariats sont à présent mieux structurés », répond Christian Saout. D'ailleurs, les experts ont remarqué que les autres pays, même francophones, utilisaient un langage plus simple, rapide et concis. « En France, chez les experts, il y a une tension entre "parler simplement" et le fait d'écrire quelque chose qui n'est pas exact scientifiquement. Nous avons encore des efforts à faire dans nos domaines respectifs. » Autre interrogation, sur la participation des usagers... Qu'est-ce qui va changer ? « On a compris les enjeux de la production de données de vie réelle par les personnes concernées elles-mêmes. Les experts ont tout intérêt à être plus attentifs à ce que peuvent partager les associations de patients par exemple. » ●